



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 64.209/2
du 1^{er} octobre 2018

advies 64.209/2
van 1 oktober 2018

sur

over

un projet d'arrêté royal
'déterminant les données à
caractère personnel qui
figurent dans la liste
électronique des
candidats-notaires, des notaires
titulaires, associés et
suppléants visée à l'article 91,
alinéa premier, 12° de la loi du
25 ventôse an XI contenant
organisation du notariat'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
persoonsgegevens die
voorkomen op de elektronische
lijst van de
kandidaat-notarissen,
notarissen-titularis,
geassocieerde notarissen en
plaatsvervangers bedoeld in
artikel 91, eerste lid, 12° van
de wet van 25 ventôse jaar XI
op het notarisambt'

Le 3 septembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les données à caractère personnel qui figurent dans la liste électronique des candidats-notaires, des notaires titulaires, associés et suppléants visée à l'article 91, alinéa premier, 12° de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 1^{er} octobre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} octobre 2018.

*

Op 3 september 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de persoonsgegevens die voorkomen op de elektronische lijst van de kandidaat-notarissen, notarissen-titularis, geassocieerde notarissen en plaatsvervangers bedoeld in artikel 91, eerste lid, 12° van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 1 oktober 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 oktober 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'omettre le visa des articles 91, alinéas 2 et 3, et 120 de la loi du 25 ventôse an XI 'contenant organisation du notariat', qui ne procurent pas de fondement légal au projet.

Par ailleurs, l'intitulé de la loi modificative du 6 juillet 2017 ne doit pas y être mentionné.

2. Le préambule doit être complété par un alinéa 2 nouveau visant l'article 205, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 2017 'portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice', qui procure un fondement légal à l'article 15 du projet.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La disposition à l'examen serait utilement complétée par une définition de la notion de « donnée de contact » dont il est question aux articles 8, alinéa 1^{er}, 2^o, et 9, § 1^{er}, du projet.

Article 2

1. Interrogée pourquoi il est nécessaire de rendre public le sexe du notaire, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« De reden om het geslacht van een notaris als een openbaar gegeven te beschouwen heeft een praktische reden. Immers, er zijn verschillende voornamen (bijv. Dominique, Kim, ...) die zowel vrouwelijk als mannelijk zijn. Bovendien zijn er voornamen waarbij het niet meteen duidelijk is of zij wel vrouwelijk dan mannelijk zijn (bijv. namen uit een andere taal). Door het geslacht van een notaris bekend te maken kan de burger de juiste aanspreekformaliteiten in acht nemen ».

Eu égard à l'enjeu que la mention du sexe peut représenter quant au droit au respect à la vie privée, cette justification paraît insuffisante.

2. Selon le rapport au Roi,

« Une donnée est considérée comme publique lorsqu'elle est destinée à être mise à disposition de toute personne sur demande. Les données les plus utiles pour le citoyen sont accessibles directement, par exemple par une publication en ligne. Les autres données publiques, moins pertinentes pour le citoyen, sont toutefois accessibles sur demande auprès du gestionnaire de la source authentique. En effet, le citoyen doit connaître les données d'identification du notaire (nom, prénoms et sexe) mais ne doit pas nécessairement connaître le rôle linguistique dont l'attribution répond à des règles complexes et qui ne représente pas forcément la réalité linguistique de l'étude. En effet, c'est la localisation de l'étude qui est déterminante pour que le citoyen puisse connaître la ou les langue(s) parlée(s) en l'étude et non le rôle linguistique du notaire ».

Interrogée pourquoi le rôle linguistique du notaire est une donnée publique malgré cette considération, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Artikel 2 is correct omwille van de volgende reden. Het verslag aan de Koning verwijst naar twee types van openbare gegevens: de gegevens die onmiddellijk beschikbaar worden gesteld en deze die enkel op verzoek worden verleend. De taalrol van een notaris behoort tot dit laatste type. De reden hiervoor is te vinden in de complexiteit van de regels: de taalrol van de notaris stemt niet noodzakelijk overeen met de taal die in zijn/haar kantoor gebruikt wordt. Gezien het kennen van de taalrol als minder relevant voor de burger beschouwd wordt, wordt deze dan ook enkel op verzoek toegankelijk gesteld, hoewel het dus eigenlijk om een openbaar gegeven gaat ».

Cette explication ne convainc pas et la section de législation n'aperçoit pas pour quel motif le rôle linguistique est une donnée qui doit être publique.

En effet, le rôle linguistique du notaire est déterminé par la langue de son diplôme de licencié en notariat ou, pour les personnes porteuses de titres leur permettant d'exercer la fonction notariale dans un autre État membre de l'Union européenne, par le choix du rôle linguistique que l'intéressé aura effectué pour l'introduction de son dossier en vue de l'obtention du certificat d'aptitude (article 35, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 ventôse an XI).

Ce rôle n'indique toutefois pas la langue que le notaire emploie puisqu'aucune disposition légale n'a pour objet de régler cet emploi. Quant à la langue ou aux langues dont le notaire a nécessairement la connaissance, elle n'est pas déterminée non plus exclusivement par ce rôle mais bien par le lieu de la résidence de l'étude du notaire, la connaissance requise en fonction de ce lieu par l'article 43, § 10, de la loi du 15 juin 1935 'concernant l'emploi des langues en matière judiciaire' pouvant être attestée tant par la langue du diplôme de licence en notariat que par la réussite d'un examen linguistique prévu par le paragraphe 11 de ce même article 43.

L'indication du rôle linguistique n'est donc pas déterminante pour porter à la connaissance du public la langue que le notaire utilise. Elle peut même être trompeuse puisque, dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, les notaires, tout en appartenant à un seul rôle unilingue, doivent justifier de la connaissance des deux langues nationales et que, plus

généralement, quel que soit le lieu de résidence, rien ne s'oppose à ce qu'un notaire appartenant à un rôle linguistique en raison de la langue de son diplôme utilise une autre langue pour ses contacts avec le public et pour la rédaction des actes.

L'article 2, alinéa 1^{er}, 4^o, sera donc omis.

Par ailleurs, les mots « Au moins », qui créent une insécurité juridique, doivent en tout état de cause être omis de l'alinéa 2 ¹.

Compte tenu des observations qui précèdent, cet alinéa 2 sera dès lors rédigé comme suit :

« Ces données sont directement accessibles ».

Article 3

La rédaction du paragraphe 1^{er}, 6^o, de la version néerlandaise sera revue.

Article 12

Au paragraphe 3, alinéa 2, la notion d'« action administrative » doit être clarifiée.

Articles 15 et 16

Il résulte des articles 15 et 16 en projet que l'article 189, v) à vii), et les articles 195 et 196, pour ce qui concerne l'article 91, alinéa 1^{er}, 12^o, de la loi du 6 juillet 2017, ainsi que le projet à l'examen entreront immédiatement en vigueur le jour de la publication de l'arrêté au *Moniteur belge*.

L'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires' prévoit que

« [l]es arrêtés royaux [...] sont obligatoires dans tout le royaume, le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai ».

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

Sauf raison particulière, il n'y a pas lieu d'y déroger et les articles 15 et 16 seront par conséquent omis.

¹ La même observation vaut pour l'article 5, alinéa 2, où les mêmes mots « Au moins » seront omis.

Article 15

Dès lors que l'article 52, 1°, du projet d'arrêté royal 'relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires, et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 171, 2°, 195 et 196 de la loi du 6 juillet 2017 portant simplification, harmonisation, informatisation et modernisation de dispositions de droit civil et de procédure civile ainsi que du notariat, et portant diverses mesures en matière de justice', qui fait l'objet de l'avis n° 64.208/2 donné ce jour, fait déjà entrer en vigueur les articles 195 et 196 de la loi du 6 juillet 2017, l'alinéa 2 doit être omis, et ce d'autant plus que, s'agissant de cet article 196, il n'en prescrit qu'une entrée en vigueur partielle, ce qui n'est pas compatible avec ce que prévoit l'article 52, 1°, du projet d'arrêté royal précité.

Il est toutefois renvoyé à cet avis n° 64.208/2 faisant état du défaut de fondement légal de ce projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In het eerste lid dient de verwijzing naar de artikelen 91, tweede en derde lid, en 120 van de wet van 25 ventôse jaar XI ‘op het notarisambt’, die het ontwerp geen rechtsgrond verschaffen, te worden weggelaten.

Voorts hoort daarin het opschrift van de wijzigingswet van 6 juli 2017 niet te worden vermeld.

2. Er moet een nieuw tweede lid aan de aanhef worden toegevoegd, waarin verwezen wordt naar artikel 205, tweede lid, van de wet van 6 juli 2017 ‘houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie’, dat een rechtsgrond biedt voor artikel 15 van het ontwerp.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Het verdient aanbeveling de voorliggende bepaling aan te vullen met een definitie van het begrip “contactgegeven”, waarvan sprake is in de artikelen 8, eerste lid, 2°, en 9, § 1, van het ontwerp.

Artikel 2

1. Op de vraag waarom het geslacht van de notaris bekendgemaakt moet worden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“De reden om het geslacht van een notaris als een openbaar gegeven te beschouwen heeft een praktische reden. Immers, er zijn verschillende voornamen (bijv. Dominique, Kim, ...) die zowel vrouwelijk als mannelijk zijn. Bovendien zijn er voornamen waarbij het niet meteen duidelijk is of zij wel vrouwelijk dan mannelijk zijn (bijv. namen uit een andere taal). Door het geslacht van een notaris bekend te maken kan de burger de juiste aanspreekformaliteiten in acht nemen.”

Gelet op de impact die de vermelding van het geslacht kan hebben met betrekking tot de eerbiediging van het privéleven, lijkt die verantwoording ontoereikend.

2. In het verslag aan de Koning staat het volgende:

“Een gegeven wordt als openbaar beschouwd wanneer het bedoeld is om ter beschikking gesteld te worden aan iedere persoon op verzoek. De meest nuttige gegevens voor de burger zijn rechtstreeks toegankelijk, bijvoorbeeld via een online publicatie. De andere openbare gegevens, die minder relevant zijn voor de burger, zijn echter op verzoek toegankelijk bij de beheerder van de authentieke bron. De burger moet immers de identificatiegegevens van de notaris kennen (naam, voornamen en geslacht) maar moet niet noodzakelijkerwijs de taalrol kennen waarvan de toekenning aan ingewikkelde regels beantwoordt en die niet per se overeenstemt met de taal die op het kantoor gebruikt wordt. Het is immers door de ligging van het kantoor dat de burger zal weten welke taal of talen gesproken word(t)en op het kantoor, en niet dankzij de taalrol van de notaris.”

Op de vraag waarom de taalrol van de notaris desondanks een openbaar gegeven is, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Artikel 2 is correct omwille van de volgende reden. Het verslag aan de Koning verwijst naar twee types van openbare gegevens: de gegevens die onmiddellijk beschikbaar worden gesteld en deze die enkel op verzoek worden verleend. De taalrol van een notaris behoort tot dit laatste type. De reden hiervoor is te vinden in de complexiteit van de regels: de taalrol van de notaris stemt niet noodzakelijk overeen met de taal die in zijn/haar kantoor gebruikt wordt. Gezien het kennen van de taalrol als minder relevant voor de burger beschouwd wordt, wordt deze dan ook enkel op verzoek toegankelijk gesteld, hoewel het dus eigenlijk om een openbaar gegeven gaat.”

Die uitleg overtuigt niet. De afdeling Wetgeving begrijpt niet waarom de taalrol een openbaar gegeven hoort te zijn.

De taalrol van de notaris wordt immers bepaald door de taal van zijn diploma van licentiaat in het notariaat of, voor de personen die houder zijn van titels die hun toelaten het notarisambt in een andere lidstaat van de Europese Unie uit te oefenen, door de taalrol die de betrokkene heeft gekozen bij het indienen van zijn dossier met het oog op het verkrijgen van het bekwaamheidscertificaat (artikel 35, § 2, eerste lid, van de wet van 25 ventôse jaar XI).

Die taalrol zegt echter niets over de taal die de notaris gebruikt, aangezien dat taalgebruik bij geen enkele wettelijke bepaling wordt geregeld. Over de taal of de talen die de notaris met zekerheid kent, geeft niet enkel die taalrol uitsluitel, maar ook de standplaats van het kantoor van de notaris. Het bewijs van de kennis die naargelang van die plaats vereist wordt bij artikel 43, § 10, van de wet van 15 juni 1935 ‘op het gebruik der talen in gerechtszaken’, kan worden geleverd door zowel de taal van het diploma van licentiaat in het notariaat als door het slagen voor een taalexamen waarin paragraaf 11 van datzelfde artikel 43 voorziet.

Met de vermelding van de taalrol weet het publiek dus nog niet welke taal de notaris gebruikt. Die vermelding kan zelfs misleidend zijn aangezien de notarissen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad weliswaar tot een enkele eentalige taalrol behoren, maar moeten kunnen aantonen dat ze beide landstalen kennen en aangezien, meer in het algemeen, ongeacht wat de standplaats is, niets verhindert dat een notaris die tot de ene taalrol behoort

vanwege de taal van zijn diploma, zich van een andere taal bedient in zijn contacten met het publiek en om akten op te stellen.

Artikel 2, eerste lid, 4°, moet bijgevolg worden weggelaten.

Voorts moet het woord “Minstens”, dat bron is van rechtsonzekerheid, hoe dan ook uit het tweede lid worden weggelaten.¹

Gelet op de voorgaande opmerkingen moet dat tweede lid bijgevolg als volgt worden geredigeerd:

“Die gegevens zijn rechtstreeks toegankelijk.”

Artikel 3

De redactie van de Nederlandse tekst van paragraaf 1, 6°, moet worden herzien.

Artikel 12

In paragraaf 3, tweede lid, moet het begrip “administratieve vordering” worden verduidelijkt.

Artikelen 15 en 16

Uit de ontworpen artikelen 15 en 16 vloeit voort dat artikel 189, v) tot vii), en de artikelen 195 en 196, wat betreft artikel 91, eerste lid, 12°, van de wet van 6 juli 2017, alsook het voorliggende ontwerp onmiddellijk in werking treden op de dag waarop het besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ luidt als volgt:

“Koninklijke (...) besluiten zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen.”

De bedoeling van die bepaling is dat iedereen over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Behoudens een bijzondere reden is er geen grond om daarvan af te wijken. De artikelen 15 en 16 moeten dan ook worden weggelaten.

¹ Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5, tweede lid, waar hetzelfde woord “Minstens” moet worden weggelaten.

Artikel 15

De inwerkingtreding van de artikelen 195 en 196 van de wet van 6 juli 2017 vloeit reeds voort uit artikel 52, 1°, van het ontwerp van koninklijk besluit ‘betreffende het beheer van de door de notaris ontvangen sommen, effecten en geldswaardige papieren aan toonder en betreffende het toezicht op de boekhouding van de notarissen, en houdende bepaling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 171, 2°, 195 en 196 van de wet van 6 juli 2017 houdende vereenvoudiging, harmonisering, informatisering en modernisering van bepalingen van burgerlijk recht en van burgerlijk procesrecht alsook van het notariaat, en houdende diverse bepalingen inzake justitie’, waarover vandaag advies 64.208/2 is gegeven. Bijgevolg moet het tweede lid worden weggelaten, temeer daar het bepaalt dat dat artikel 196 slechts gedeeltelijk in werking treedt, wat niet verenigbaar is met het bepaalde van artikel 52, 1°, van het voornoemde ontwerp van koninklijk besluit.

Er wordt niettemin verwezen naar dat advies 64.208/2, waarin gewezen wordt op het gebrek aan rechtsgrond voor dat ontwerp.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT